



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 146 / JUIN 2021

SOMMAIRE

■ **Edito : Etre encore plus concret, encore plus opérationnel.**
p 1

■ **« Journée Partenaires et entreprises ».**
p 2-6

■ **4ème Forum France-Pays du Golfe : réussir dans une région résiliente et attractive.**
p 7-11

■ **Entretien avec Erik Linquier, Commissaire général pour la France à l'Exposition universelle.**
p 12-14

■ **Veolia.**
p 15-16

Etre encore plus concret, encore plus opérationnel

Le Président de la CCFA, Monsieur Vincent REINA, a ainsi ouvert la journée « Partenaires et Entreprises », organisée par la Chambre le 24 juin. Clairement, le signe de la reprise !

La CCFA a renoué avec plaisir, joie même et émotion presque, avec le présentiel, en rassemblant Ambassadeurs des Pays Arabes en poste à Paris, partenaires et entreprises membres de la Chambre !

Nous venons de vivre une aventure que nous n'aurions jamais crue possible. Aux conséquences que nous mesurons encore parfois mal.

A travers nos Newsletters de la CCFA, depuis le mois d'avril 2020, nous avons pu partager nos évaluations, notre vision de l'évolution de la crise sanitaire, de la crise économique et sociale, de la crise de la Covid-19.

Toutes les actions de la Chambre de Commerce Franco Arabe ont été impactées : nos déplacements, nos petits déjeuners, nos Forums, l'anniversaire de la création de notre Chambre.

Mais nous sommes là, y compris avec, encore, un protocole sanitaire, parce que la vie, et la vie économique en particulier n'ont jamais cessé. Elles ont été rendues plus difficiles, plus fragiles. Mais elles reprennent.

Nous sommes là, parce que grâce à l'appui de nos partenaires entreprises en 2020 et en 2021, que je remercie, grâce aux membres de la CCFA, grâce aux collaborateurs de la CCFA et au travail constant entre le Secrétaire Général et le Président, nous pouvons continuer à assurer notre mission d'accompagnement des entreprises françaises vers les pays du monde arabe.

Du fait de notre activité de légalisation des marchandises, qui malheureusement a diminué en moyenne de 50 % au cours de l'année 2020, la CCFA était bien placée pour observer l'évolution de la situation import-export. Nous ne sommes donc pas surpris de constater qu'en 2020, les exportations françaises vers les pays arabes se sont effondrées, passant de 28 à 22 milliards d'euros, soit une

perte de 6 milliards. Nous avons donc subi une baisse de 21 % de la masse totale de nos exportations vers les Pays Arabes !

Pour ce qui est des importations, le constat est pire. Depuis cinq ans, nos importations étaient passées de 16 à 27 milliards. En 2020, elles ont chuté à 17 milliards, donc à 10 milliards de moins soit une baisse de 37 %.

Importations et exportations ont donc connu un véritable effondrement en 2020, lié bien évidemment à la situation de confinements que nous avons vécue. Mais pas que...

Le véritable risque est celui d'une perte durable de parts de marché alors que certains de nos concurrents européens, ou de nouveaux pays tels que la Turquie et la Chine, en particulier, ont renforcé leurs positions.

Il est donc important, comme je l'ai indiqué dans une récente interview à Africa Presse Paris, que notre Chambre se montre encore plus concrète, encore plus opérationnelle, tant pour faciliter importations et exportations, que de possibles nouvelles implantations.

C'était le sens de cette journée du 24 juin : permettre à nos entreprises partenaires stratégiques (Veolia, Transdev) et Gold (Antea) et à des membres de la Chambre (Saur, Socotec) de présenter leurs positionnements, leurs stratégies de développement, en particulier aux ambassades arabes présentes à Paris, pour ainsi contribuer à une meilleure compréhension et une accélération de leurs projets.

C'était aussi l'occasion de donner la parole à nos Ambassadeurs arabes. Son Excellence Monsieur Alaa YOUSSEF, nouvel Ambassadeur de la République Arabe d'Egypte, mais aussi nos Ambassadeurs d'Arabie saoudite, de Tunisie, du Yémen, de Libye et du Liban.

Il y aura bien sûr d'autres manifestations comme celle-là, d'autres rencontres !

C'est la reprise ! Je m'en réjouis.

Vincent REINA

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

« Journée Partenaires et Entreprises »

Après des mois de confinement, la vie « normale » pouvait enfin reprendre... La Chambre de Commerce Franco-Arabe, qui n'a pas fermé ses portes, à la demande des autorités françaises, pour assurer aux entreprises la certification des documents et faciliter les exportations, reprend ses activités, en présentiel, et inaugure une nouvelle étape de son action en invitant ses partenaires à une journée de rencontres pour une meilleure compréhension et une accélération de leurs projets. Organisée le 24 juin dernier à la Maison des Polytechniciens à Paris, cette initiative, appelée à se renouveler, a réuni plusieurs Ambassadeurs arabes en poste à Paris, des dirigeants de grands groupes français et des amis de la Chambre.



Transdev



Premier intervenant, après l'ouverture par le Président Reina, M. Thierry Bergero, Directeur Moyen-Orient chez Transdev, a rappelé, en introduction de sa présentation, l'importance de la mobilité dans la vie de tous les jours, indiquant qu'entre 20 à 25 % des citoyens éprouvent aujourd'hui des difficultés à rejoindre leur lieu de travail. Pour le Groupe Transdev, le transport public représente une composante vitale du quotidien. Il compte accompagner ce secteur en proposant des solutions sûres, fiables et innovantes.

Il a rappelé l'histoire de ce groupe qui remonte aux années 1875, dans les villes provinciales françaises notamment Nancy, le Havre et Marseille, indiquant que le groupe n'a cessé de se transformer et de se développer pour se hisser parmi les acteurs mondiaux de la mobilité. Et de poursuivre: « aujourd'hui deux actionnaires partagent le capital de ce groupe ; la Caisse des Dépôts détient 66 % de son capital et Rethmann, groupe industriel allemand, possède les 34 % restants. Le groupe réalise près de 7 milliards d'euros de chiffres d'affaires (2020), emploie 83.000 salariés et exploite 43.000 véhicules à travers le monde ».

Transdev a développé 16 modes de transports publics dont trains, tramways, bus, ferries, navettes et vélos pour une mobilité efficace, innovante et responsable. Transdev est un acteur majeur dans le transport ferroviaire lourd et s'affirme comme innovateur dans l'électromobilité.

Présent dans 17 pays à travers les cinq continents, Transdev gère des réseaux de transports au Chili, en Colombie, au Brésil, aux Etats-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans les grandes villes européennes comme Stockholm, Copenhague ou Berlin et certaines villes françaises.

Dans le monde arabe, le groupe est présent au Maroc, avec le tramway de Rabat où il emploie 310 salariés, gère deux lignes, exploite 25 véhicules et transporte 33 millions de passagers par an. En Egypte, Transdev a signé le 9 mai dernier un accord avec le ministère égyptien des Transports pour développer et opérer sur la rocade du Caire un réseau de bus rapides afin de réduire les embouteillages et la durée des trajets, améliorer la qualité de l'air et les conditions de déplacement des passagers. Aux Emirats arabes unis, qui souhaitent encourager et développer l'usage durable des transports en commun avec de la marche, du vélo, l'utilisation de moyens de transport flexibles, avec un objectif de « zéro émission », Transdev, qui travaille en étroite collaboration avec la RTA, est présent à travers une joint-venture constituée avec le Groupe local ESAG. Enfin, en Arabie saoudite, le groupe a signé, en mars dernier, un accord de partenariat stratégique avec la société « HAFIL transport » pour répondre aux prochains appels d'offres, publics et privés, qui seront lancés dans le cadre du plan de développement « Vision 2030 ».

Veolia

Représentant Veolia, M. Philippe Bourdeaux, C.E.O. Afrique et Moyen-Orient du groupe, a présenté ses activités, exposant ce qui en a fait la ligne de conduite désormais : répondre et gérer les défis de la transformation écologique



dans les pays arabes, grâce aux solutions développées par Veolia.

Retraçant l'histoire de Veolia, M. Bourdeaux a indiqué que le groupe avait pour ancêtre la Compagnie Générale des Eaux, née en décembre 1953, à une époque où les maladies étaient transmises souvent par la pollution de l'eau. Aujourd'hui une nouvelle saga se dessine, a-t-il dit, avec le rapprochement historique avec Suez, pour donner naissance à un « champion mondial de la transformation écologique ». Le nouveau groupe pèse ainsi plus de 230.000 salariés à travers le monde, 37 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans un secteur avec 1.400 milliards d'euros de potentiel et surtout, pour ce qui le concerne, une présence renforcée dans les pays arabes, avec de nouveaux pays dont le Liban et la Jordanie et un apport de plus de 1.200 collaborateurs aux 5.000 collaborateurs déjà présents dans les trois secteurs couverts : l'eau, l'énergie et les déchets.

Abordant les activités de Veolia dans les pays arabes, M. Bourdeaux a donné de nombreux exemples précis : traitement des déchets dangereux (Arabie saoudite, Jubail), la réutilisation des eaux usées (Maroc, Tanger) et le traitement des déchets médicaux (Maroc), le recyclage du plastique (Emirats arabes unis), l'efficacité énergétique des bâtiments (le Caire), ou le dessalement d'eau de mer (Sultanat d'Oman).

Accompagner la transformation écologique implique une adaptation constante aux nouvelles demandes et aux nouveaux besoins, a notamment souligné M. Bourdeaux. Et d'ajouter que Veolia travaille activement pour trouver des solutions d'avenir dans 4 domaines en particulier : sauvegarder la qualité de l'air, capter les gaz à effet de serre, produire de l'hydrogène à partir des eaux usées et recycler les panneaux solaires. « Voilà les enjeux, voilà nos ambitions pour la transformation écologique. Travaillons ensemble pour resourcer le monde et relever ces défis », a-t-il conclu, en s'adressant à la fois aux entreprises et aux ambassadeurs présents à cette occasion.

Antea Group

M. Pascal Voyeau, Directeur général d'Antea Group, a ensuite présenté son entreprise, acteur majeur de l'ingénierie de l'environnement et de la valorisation des territoires. « Nous sommes une véritable entreprise de taille intermédiaire », a-t-il dit, « avec 425 millions d'euros de chiffre d'affaires

Egypte



Son Excellence M. Alaa Youssef, Ambassadeur de la République Arabe d'Egypte, a présenté dans un exposé détaillé la dynamique économique de son pays, avec ses atouts et son attractivité. Il a rappelé que l'Egypte était parmi les rares pays dans le monde à avoir en 2020 maintenu un taux de croissance positif, les prévisions du FMI tablant sur une progression de 2,3 % au cours de l'exercice 2020/21 et 4,5 % pour l'exercice 2021/22. Abordant les atouts de l'Egypte, il a notamment cité sa position stratégique, sa croissance, sa démographie, son économie diversifiée, sa main d'œuvre qualifiée, ses infrastructures repensées et ses ressources naturelles abondantes notamment le gaz. Sans oublier les incitations à l'investissement, à travers la loi sur l'investissement. Dans ce cadre, son pays a progressé de 6 places dans le rapport Doing Business 2020, a-t-il insisté, indiquant que les IDE entrants en 2020 avaient atteint 5,9 milliards de dollars. Il a aussi rappelé les objectifs du plan de développement de l'Egypte, sa « Vision 2030 », avec comme objectifs d'accroître la résilience et la compétitivité de l'économie, augmenter les opportunités d'emplois, améliorer l'environnement des affaires, promouvoir le secteur privé, et à développer un cadre institutionnel propice à la transparence et la responsabilité.

Abordant les opportunités d'investissements, il a cité certains secteurs-clés de l'économie notamment l'agriculture, la santé, la logistique, la pétrochimie, la mine, l'automobile ou le textile... Il a souligné les opportunités dans les mégaprojets des villes nouvelles, notamment la nouvelle capitale administrative, la cité médicale du Caire et les villes d'or, les complexes industriels dans la zone du canal de Suez, les nouvelles énergies et les transports.

« fait annuel, dont 10 % à l'international, 3.300 collaborateurs, 90 agences dans le monde ». Et de poursuivre : « nous intervenons auprès des bailleurs de fonds, de grands groupes industriels, des PME, des collectivités locales ou des gouvernements, pour leur apporter des solutions opérationnelles en matière de gestion de l'eau, de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité et du développement durable ».

Présent dans 15 pays à travers le monde notamment au Brésil, aux Etats-Unis, en Inde et au Moyen-Orient, Antea Group est une entreprise engagée, membre du Global



Compact des Nations unies sur 5 des objectifs du développement durable, notée par EcoVadis pour sa performance RSE, et adhérant à la Charte de l'ingénierie pour le climat de Syntec ingénierie.

Les compétences du groupe sont multiples, embrassant les réponses à apporter aux défis du réchauffement climatique. À cette fin, Antea Group déploie une ingénierie environnementale apte à répondre à ces nouveaux enjeux dans l'ingénierie de l'eau, la prévention et le traitement des risques environnementaux, l'ingénierie du management de projets d'infrastructures, la mesure et la gestion des données.

Parmi les projets menés par le groupe dans les pays arabes, Pascal Voyeau a notamment cité ceux de l'assistance technique environnementale en matière de réinstallation de populations pour le programme "Compact II" du Millenium Challenge Corporation au Maroc, l'étude d'impact et de danger du projet d'extension de la station d'épuration d'Alexandrie Est, un état des lieux des systèmes d'information et de gestion dans le secteur de l'eau au Maroc, en Algérie et en Tunisie, la réhabilitation avec suivi des travaux de construction de l'ancienne décharge à Gaza et l'assistance technique à l'Union européenne pour la conception du système national d'information sur l'eau en Jordanie.

Après cette présentation, M. Axel Rouet, responsable du pôle modélisation du groupe, a détaillé l'étude sur la gestion intégrée des ressources en eau des Monts Liban, menée pour le compte de Nestlé, démontrant ainsi que dans un monde qui change, il était essentiel de connaître l'état de ces ressources afin de pouvoir en améliorer les connaissances, en sécuriser les usages, mais aussi partager, prévenir et sensibiliser populations et institutions, et améliorer gouvernance et outils de gestion. Le monde arabe dans son ensemble, avec ses problématiques liées à la question de l'eau, pourrait utilement bénéficier de ce type d'approche.

Saur

M. Hugo Bardi, Directeur général de Saur, assisté par les directeurs de Cise TP et Stereau, deux filiales du groupe, a pu présenter Saur, opérateur de gestion déléguée de services d'eau. « Nous sommes des concepteurs et non pas des constructeurs », a-t-il dit. Le groupe compte 12.000 collaborateurs, gère un réseau d'adduction d'eau de 250.000 km et 4.500 sites d'épu-



Arabie saoudite



Son Excellence M. Fahad Al-Ruwaily, Ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite, a de son côté rappelé l'impact négatif de la pandémie sur toutes les économies et l'arrêt brutal imposé au commerce et à l'investissement dans le monde entier. Il a indiqué que les pays du Golfe souhaitaient développer économie circulaire, énergies renouvelables, intelligence artificielle ou cyber sécurité, et en particulier l'Arabie saoudite. Par ailleurs, annonçant que son pays célèbre en ce moment la cinquième année de la mise en place du plan de développement « Vision 2030 » qui a permis la réalisation d'avancées majeures dans plusieurs domaines. Il a souligné que l'environnement des affaires dans le royaume était particulièrement favorable aux investissements étrangers qui peuvent profiter des nombreux atouts du royaume, notamment sa situation géographique, au cœur d'un vaste marché de plusieurs millions de consommateurs, ses infrastructures modernes, son niveau et la qualité de l'enseignement dispensé aux jeunes, ses projets ambitieux et particulièrement innovants. Il a exprimé son empressement à travailler avec les autorités françaises, aussitôt le retour à la normale acté, pour élargir le champ des relations entre la France et l'Arabie saoudite.

ration, sert 13 millions de personnes dans 9 pays dans le monde et réalise un chiffre d'affaires avoisinant les 2 milliards d'euros. Saur produit ainsi 700 millions de m³ d'eau



potable et 500 millions de m³ d'eau assainie par an.

Fortement implanté en Europe et en Amérique latine, le groupe est aussi présent dans les pays du Golfe notamment en Arabie saoudite où à la tête d'un consortium qu'il pilotait, il a remporté le premier contrat de gestion d'eau et d'assainissement lancé par le royaume pour la zone Nord-Ouest. Cette région couvre notamment les villes de La Mecque et de Taïf, les projets d'Al-Ula, de la Mer Rouge ou encore de Neom. Le contrat comprend ainsi la gestion d'un réseau d'adduction d'eau de 15.000 km, de 50 usines de production d'eau potable, de 10 stations d'épuration et de 622 forages.

Stereau est la filiale ingénierie du groupe. Elle assure la conception, la construction et l'assistance à l'exploitation de stations d'épuration et de traitement des eaux usées et d'usine de production d'eau potable. Stereau bénéficie de 50 ans d'expérience dans ce domaine. Ses installations desservent près de 10 millions de personnes et son carnet de commandes est riche de 2.500 références dans le monde notamment en Algérie et à Djibouti.

Cise TP, autre filiale de Saur, avec 476 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 82 millions d'euros (2020), est une société d'ingénierie et de construction d'usines de traitement des eaux usées et de production d'eau potable. Cise TP répond aux besoins d'aménagement pour l'adduction et la distribution d'eau potable, réalise les travaux de construction des réseaux d'assainissement et intervient enfin dans les travaux d'extension et de rénovation des réseaux électriques, de télécommunication et de gaz.

Socotec

Dernière présentation de cette journée, M. Arnaud de Pracontal, Directeur Infrastructures et Middle East - Africa, a dévoilé les réalisations et les intentions du groupe français Socotec. Leader dans la gestion du risque et de la conformité des bâtiments et infrastructures, créé au milieu du siècle dernier à la sortie de la deuxième guerre mondiale pour aider à bâtir et sécuriser les nouvelles constructions ou rénovations, il a rappelé les cinq branches des activités du groupe : l'immobilier et la construction, les infrastructures, l'industrie et les équipements, l'environnement, sans oublier la certification et la formation.



Libye



Son Excellence l'Ambassadeur de Libye, M. Hamed Elhouderi, a indiqué que son pays, certes, traverse une période difficile, de nombreux projets de développement depuis 10 ans étant à l'arrêt, mais le retour de la paix ouvrira le grand marché de ce pays à tous ceux qui veulent travailler à son développement, a-t-il dit, ajoutant que la communauté internationale avait finalement compris que la paix en Libye, c'est aussi la paix et la tranquillité pour tous les pays de la région. « Nous avons un destin en commun. Vous êtes au Nord et nous sommes au Sud. Nous croyons en la relation France-pays arabes et les Libyens aiment la France », a-t-il notamment dit, remerciant aussi le Président et le Secrétaire général de la CCFA pour le travail accompli pour dynamiser constamment la relation franco-arabe.

Avec 9.000 collaborateurs dont 5.000 ingénieurs, un chiffre d'affaires annuel de près d'un milliard d'euros, plus de 250 accréditations extérieures, 32 centres de formation, une présence dans 24 pays à travers le monde, Socotec sert 200.000 clients.

Dans les pays arabes, Socotec, avec 140 collaborateurs et plus de 1.500 projets suivis, est directement implanté au Maroc (8 implantations), au Liban, à Bahreïn, au Emirats arabes unis et couvre par ses interventions l'Algérie, la Jordanie, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Qatar. Par son positionnement auprès de nombreux projets économiques straté-

riques pour ces états et par le développement de nouvelles activités (oil and gas, hygiène-sécurité-environnement...) comme par ses références, Socotec entend développer une stratégie de croissance forte sur la zone. Ainsi parmi ses nombreuses missions, on peut donner comme exemples le contrôle technique du centre commercial Le Carrousel à Rabat ou du CHU de Tanger, mais aussi des contrôles non destructifs sur les sites de l'OCP, le contrôle de la bonne exécution et le suivi des travaux de l'usine de traitement de gaz naturel à Rhourde Nouss, en Algérie, le contrôle incendie du musée du Louvre à Abu Dhabi, le design review et le suivi des travaux du métro de Doha au Qatar, le design review et l'assistance technique du projet immobilier à Jabal Omar en Arabie saoudite. Socotec peut aussi, par son implantation et ses connaissances en particulier en Afrique de l'Ouest être un partenaire utile pour de nombreuses sociétés arabes.

Illustration du savoir-faire de Socotec, M. Roland Marie, Directeur Socotec Liban, a présenté les conditions de mise en œuvre de l'assurance décennale, les règles applicables en matière d'assurance dans certains pays arabes avec leurs points communs et leurs différences, et leurs possibilités d'évolutions.

Une fois encore, avec cette journée, la CCFA, comme l'avait rappelé le Dr. Saleh Al-Tayar, Secrétaire général de la CCFA, cherche à rester le meilleur outil et le chemin le plus court pour les entreprises françaises pour atteindre leurs objectifs : rencontrer les décideurs et nouer de nouvelles affaires.

Yémen



Son Excellence M. Reyad Yassin Abdullah, Ambassadeur du Yémen, a souligné le rôle de la CCFA dans cette période difficile. Il a indiqué que malgré les troubles et l'instabilité que traversent certains pays de la région et notamment le Yémen, il restait optimiste pour l'avenir. Les relations économiques entre la France et le Yémen sont anciennes, elles remontent aux années 1710 sous le règne de Louis XIV a-il dit, rappelant que jusqu'à récemment la société française Total était parmi les plus gros investisseurs dans son pays. « Nous, en tant qu'Ambassadeur, nous travaillons pour l'avenir. Je crois fermement qu'avec le retour de la paix dans le pays, les affaires reprendront intensément » a-t-il conclu.

Tunisie



Son Excellence M. Mohamed Karim Jamoussi, Ambassadeur de Tunisie, en a profité pour rappeler les liens privilégiés entre la France et son pays, soulignant que la France était son première partenaire économique et que sur les 3.400 entreprises étrangères installées en Tunisie, 1.500 sont françaises, employant 150.000 salariés. Par ailleurs, il a souligné que 30 % des IDE entrants venaient de France. « Nous souhaitons que ce partenariat progresse encore », a-t-il lancé.

Abordant la situation économique dans son pays, il a indiqué que la Tunisie commence à voir « le bout du tunnel », soulignant que les autorités avaient puisé dans leurs ressources pour soutenir les entreprises pendant la crise sanitaire. Il a rappelé les atouts de son pays et souligné que la Tunisie était classée 10ème en attractivité, 1ère en connectivité en Afrique du Nord et que ses start-ups figuraient dans le top 5 de la région. Par ailleurs, il a rappelé les efforts déployés par les autorités pour améliorer le cadre des affaires, rappelant à cet égard la loi sur les investissements étrangers qui offre des garanties aux investisseurs, assurant notamment que le retour à la démocratie était définitivement acquis.

* Pour obtenir les présentations, contactez :
dominique.brunin@ccfranco-arabe.org

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

4ème Forum France - Pays du Golfe

« Réussir dans une région résiliente et attractive »

La Chambre de Commerce Franco Arabe a organisé, en partenariat avec la CCI Paris Île-de-France, le mercredi 23 juin dernier, le 4ème Forum France - Pays du Golfe en visioconférence. Ce forum, animé par le Président de la CCFA, M. Vincent Reina, a rencontré un large succès en réunissant un panel d'acteurs économiques et de chefs d'entreprises. Parmi les intervenants à ce Forum, clôturé par Son Excellence Mme Anne-Claire Legendre, Ambassadrice de France au Koweït, on comptait notamment M. Jérôme Bédier, élu en charge de l'international à la CCI Paris Île-de-France, le Dr. Saoud Al-Mashari, Secrétaire Général de la Fédération des Chambres de Commerce du Golfe, M. Nicolas Séjour, Chef de Bureau, responsable Moyen-Orient au ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, le Dr. Saleh Al-Tayar, Secrétaire Général de la CCFA et M. Frédéric Szabo, Directeur Proche et Moyen-Orient de Business France.



Panorama des pays de la région : une incroyable richesse d'opportunités

M. Vincent Reina a ouvert les débats en rappelant que la Chambre de Commerce Franco Arabe, créée il y a cinquante ans maintenant pour renforcer l'intérêt des entreprises françaises vers les pays arabes et réciproquement, et les y accompagner, est depuis longtemps convaincue que les Pays du Golfe constituent une zone de prédilection. Non seulement pour y exporter des produits et services à haute valeur ajoutée, mais aussi pour s'y implanter, pour les marchés propres à ces pays, et ceux bien au-delà compte tenu de la plateforme de rayonnement et de réexportation qu'ils constituent notamment vers l'Asie et vers l'Afrique. Esquissant le panorama économique des pays de la région et rappelant les différentes « Visions » mises en place dans ces pays pour s'affranchir du « tout pétrole » et diversifier leurs économies, il a notamment souligné que les projets stratégiques développés par ces « Visions » dans les domaines du tourisme, de l'industrie, de l'environnement, de la ville durable, et bien d'autres, comme la mise en œuvre de mesures facilitant l'implantation, l'investissement, ou la résidence, sont venus définitivement positionner les économies du Golfe dans le panorama des économies mondiales. Toutefois, le Président de la CCFA a estimé que, malgré cela, trop peu d'entreprises françaises sont véritablement sensibilisées et informées sur les poten-

tiels de ces économies et qu'ainsi peu d'entreprises françaises y exportent. Il a souligné que les exportations françaises vers les pays de cette région avaient perdu 3 milliards d'euros en 2020 et les importations 5 milliards d'euros. Certes en raison de la situation de pandémie, mais « aujourd'hui les parts de marchés perdues risquent de ne pas être retrouvées » a-t-il insisté. « C'est pour contribuer à redresser cette situation, que nous devons nous mobiliser. La France bénéficie de forts atouts et d'une image positive dans cette région. A nous de nous en saisir » a-t-il conclu.

De son côté, M. Jérôme Bédier a souligné le fort redémarrage de l'économie, notamment au plan international. Il a indiqué que cette conjoncture ouvre des opportunités aux entreprises françaises pour retrouver leurs activités d'avant la crise. Abordant les relations entre la CCI Paris Île-de-France et les Pays du Golfe, M. Bédier a souligné les liens qui existent entre les deux parties notamment en matière d'enseignement et de formation. « Nos liens sont étroits, intenses, ils ont atteint des volumes importants et nous avons aujourd'hui toutes les conditions pour retrouver le niveau des échanges que nous avions avec ces pays », a-t-il dit. Pour conclure, M. Bédier a indiqué que la CCI Paris Île-de-France se mobiliserait avec les entreprises franciliennes, la CCI de Dubaï et la Team France Export, à l'occasion de l'Exposition universelle, pour vivre un grand moment et redynamiser les relations et les échanges entre la France et les pays de la région.

Le Dr. Saoud Al-Mashari a souligné le potentiel économi-

que des Pays du Golfe ; 1,64 trillion de dollars et rappelé les prévisions du FMI qui tablent sur une croissance globale dans ces pays de 2,7 % en 2021 et 3,8 % en 2022. Il a soutenu que l'amélioration de l'économie dans les pays de la région avait été possible grâce notamment, à la campagne de vaccination intense, à la hausse des prix du pétrole et aux mesures de soutien



Le potentiel de l'économie des pays du Golfe est estimé à 1,64 trillion de dollars avec une croissance de 2,7 % en 2021 et 3,8 % en 2022 selon le FMI.



évaluées à 100 milliards de dollars pour contrer les effets de la crise sanitaire. Par ailleurs, le Secrétaire Général de la Fédération des Chambres de Commerce des États du Golfe a rappelé que le volume des IDE entrants en 2019 dans cette région avait atteint 497 milliards de dollars soit 1,4 % de la totalité des IDE dans le monde et que les réserves en devises étrangères avoisinaient les 620 milliards de dollars. Abordant les différents plans de développement mis en place dans la région, le Dr. Saoud Al-Mashari a souligné qu'ils visent notamment à transformer l'économie, à dynamiser le secteur privé et à attirer les investisseurs étrangers. « Aujourd'hui le secteur hors pétrolier participe à hauteur de 74 % du PIB, emploie 83 % de la main d'œuvre et entre à hauteur de 19 % dans l'ensemble des exportations des pays du Golfe », a-t-il dit. Pour conclure il a indiqué que la Fédération des Chambres de Commerce des États du Golfe souhaite renforcer ses relations avec tous les acteurs économiques en France. A cet effet, il a lancé un appel à tous les acteurs de la relation France-Pays du Golfe pour dynamiser ces liens de coopération.

Dans son intervention, M. Séjour a présenté la vision de son ministère sur l'économie des pays de la région sous le biais macro-économique et historique. Il a notamment noté que tous les pays de la région étaient engagés dans une démarche de sortie de la rente pétrolière qui avait permis aux 6 pays du CCG de connaître un développement extraordinaire et notamment de structurer l'économie, de financer des infrastructures de pointe, de définir un système de redistribution généreux, de créer des fonds souverains et de constituer des réserves de change considérables. Toutefois, il a indiqué que ce système avait montré ses limites face aux nouveaux défis, poussant les États à amorcer des plans de diversification de leurs économies avec l'idée de prioriser des nouveaux secteurs : énergie renouvelable, tourisme, nouvelles technologies, villes nouvelles et infrastruc-

res et d'effectuer des réformes pour améliorer le climat des affaires. Par ailleurs, M. Séjour a souligné que la crise sanitaire de la Covid-19, loin de ralentir les plans de développement en cours, aurait été un catalyseur du changement dans cette région. « Ce changement est porteur d'opportunités pour l'offre française » a-t-il noté, car il s'appuie sur des domaines où l'expertise française est mondialement reconnue. À titre d'exemple, il a rappelé quelques contrats signés récemment, montrant que les entreprises françaises pouvaient épouser les changements dans la région. Concluant son intervention, M. Séjour a indiqué que les opportunités dans cette région se trouvent notamment, dans les énergies nouvelles, l'hydrogène vert, la santé, le spatial, l'agriculture, les nouvelles technologies. Et de terminer : « nous sommes bien positionnés pour continuer

notre partenariat avec les pays de la région ».

Le Dr Al-Tayar a indiqué qu'il fallait impérativement continuer les efforts, malgré les circonstances difficiles, pour relever les défis actuels. Pour ce qui concerne les échanges, il a notamment déclaré : « nous devons tous collaborer et travailler ensemble pour relever le volume de nos

échanges, renforcer et consolider notre partenariat ». Par ailleurs, le Secrétaire Général de la CCFA a rappelé que la France était un partenaire stratégique pour les pays de la région et que la CCFA, présidée par un homme d'affaires, était un outil important pour développer ce partenariat stratégique.

La première session de cette conférence sur le thème des grands projets dans les pays du Golfe a réuni plusieurs intervenants et notamment : M. Yarub Al Daghither, Directeur du bureau « France » du ministère de l'Investissement d'Arabie saoudite (MISA), M. Badr Ali, membre du Conseil de Développement Economique du Bahreïn, Mme Fatma Al-Sabah de la Kuwait Direct Investment Promotion Authority, KDIPA, et M. Ibrahim Salim Al-Maamari, CEO de l'Investment Services Center, à Oman.

M. Yarub Al Daghither a présenté les atouts de l'Arabie saoudite - la position géographique stratégique du pays, les ambitieuses réformes annoncées en 2015 dans le cadre du plan de développement « Vision 2030 », les réseaux d'infrastructures modernes, le système financier solide, la main-d'œuvre jeune et qualifiée, la qualité de la vie qui s'améliore notablement, ainsi que l'exemption de taxes sur les revenus individuels - avant d'aborder les grands projets en cours dans le Royaume. Il a notamment cité le projet Néom, une ville intelligente sur les côtes de la Mer Rouge, dédiée à l'innovation et aux nouvelles technologies dans 16 secteurs. Mais aussi le projet Red Sea qui offrira aux visiteurs l'opportunité de vivre des expériences uniques et diversifiées dans une zone de développement protégée, ou encore le projet Qiddiya à 35 km de la capitale Riyad, qui ambitionne de figurer comme la capitale du sport, du divertissement et de la culture dans le monde. Tous

ces projets ouvrent des opportunités considérables pour les entreprises françaises dans l'immobilier, la logistique, l'éducation, le transport, la santé, le divertissement et tant d'autres, a-t-il conclu.

M. Badr Ali a dressé le panorama de l'économie et les opportunités d'investissements à Bahreïn. Il a notam-



A Bahreïn, où le secteur privé participe désormais à hauteur de 80 % dans le PIB, le pays a signé des accords de libre-échange avec 22 pays qui ouvrent à ses entreprises un marché de 3,7 trillions de dollars.

ment souligné que le royaume était membre d'un groupe économique puissant, fort de 1,5 trillions de dollars, qu'il a signé des accords de libre-échange avec 22 pays qui ouvrent à ses entreprises un marché de près de 3,7 trillions de dollars. Par ailleurs, il a souligné que l'économie de son pays ne repose plus sur la rente pétrolière mais plutôt sur le secteur privé qui participe désormais à hauteur de 80 % dans le PIB. Abordant les avantages accordés aux entreprises étrangères, il a notamment cité la possibilité de détenir 100 % des parts d'une entreprise, l'exonération de certaines taxes, et la qualité de la main d'œuvre qualifiée. Quant aux grands projets en cours, M. Badr Ali a rappelé celui du métro de la capitale, le pont du roi Hamad, et les plages Jazaer. Abordant les opportunités d'investissements, il a indiqué qu'elles étaient importantes et diverses, notamment dans l'industrie de l'aluminium et les industries de transformation. Enfin parmi les nombreuses entreprises françaises implantées dans le Royaume, M. Badr Ali a cité AXA, BNP, Vinci, Thales, ADP, Engie...

Mme Fatma Al-Sabah a présenté le rôle de KDIPA, créée en 2013 pour promouvoir la place du Koweït en tant que destination d'investissements. KDIPA agit en tant que point de contact unique pour toutes les questions d'investissement, a-t-elle dit. L'Autorité reçoit les demandes d'autorisation d'investissement, accorde les incitations, travaille à améliorer l'environnement des affaires et plus généralement la compétitivité du Koweït. Pour attirer les investisseurs étrangers, KDIPA peut accorder des autorisations et des exonérations, comme elle peut apporter aide et soutien aux investisseurs. À titre d'exemple, elle peut accorder l'installation d'un bureau de représentation pour étudier le marché avant installation définitive, octroyer des exonérations

d'impôts sur le revenu ou de tout autre impôt pour une période n'excédant pas dix ans. Elle peut autoriser l'emploi de la main-d'œuvre étrangère nécessaire à l'investissement, le transfert des capitaux et des bénéfices et la protection contre l'expropriation des biens. Mme Al-Sabah a, par ailleurs, souligné que depuis sa création, KDIPA compte près de 50 partenaires venant de différents pays dans le monde, soit des investissements représentant plus de 4 milliards de dollars.

M. Ibrahim Salim Al-Maamari a rappelé la politique de relance amorcée dans le Sultanat d'Oman sous l'égide de son Excellence Haithem Bin Tariq. Une politique de relance qui fait émerger des opportunités et des incitations à l'investissement. Il a rappelé les atouts du Sultanat qui bénéficie de deux façades maritimes, d'un réseau de transports aéroportuaires, maritimes et terrestres et des accords de libre-échange qui ouvrent aux entreprises omanaises un vaste marché de plusieurs mil-

lions de consommateurs. Par ailleurs, M. Ibrahim Al-Maamari a indiqué que parmi les régions où les opportunités d'investir sont importantes, la région de Duqm apparaît comme une destination privilégiée. C'est une région vierge sur l'Océan Indien, fortement conseillée pour investir dans l'énergie solaire, l'éolien et les autres sources d'énergies renouvelables. Abordant les

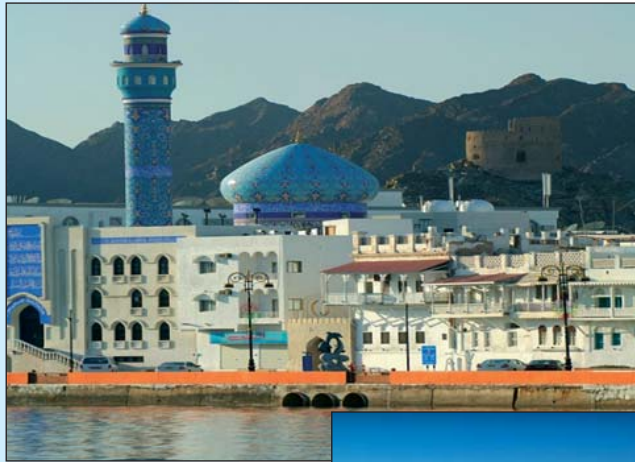


opportunités d'investissements au niveau du sultanat, M. Al-Maamari a mis en avant les secteurs du transport, de l'industrie, des ressources halieutiques, de l'éducation, de la communication et plus généralement les secteurs qui peuvent mettre en valeur les ressources du pays. Enfin, M. Al-Maamari a indiqué que les autorités avaient mis en place deux institutions pour encourager et aider les investisseurs : Invest in Oman et Invest Easy. Il a invité les entreprises françaises à les contacter.

La deuxième session sur l'environnement des affaires et l'implantation dans les pays du Golfe a réuni M. Frédéric Szabo, Directeur Proche et Moyen-Orient de Business France, M. Soleiman Ali, Directeur de la société Positive Side Consulting (PSC) et M. Thierry Girard, Directeur commercial de NGE, vice-président de la CCFa.

M. Frédéric Szabo a axé son intervention sur les ressemblances et les différences des économies des pays du CCG. Il a ainsi indiqué que les pays de la région formaient un ensemble « hétéroclite », avec deux pays qui se distinguent, l'un par sa démographie et l'autre par sa valeur de plateforme régionale. L'Arabie saoudite, avec ses 33 millions d'habitants, a ainsi mis en place un plan de développement avec de grands projets d'infrastructures et des réformes structurelles. Alors que les Emirats arabes unis ont plus mis l'accent sur le développement de la culture et de l'éducation, notamment à Abou Dhabi, et le développement de plateformes commerciales notamment à Dubaï à travers deux infrastructures, le port et l'aéroport. Dans cet ensemble, il faut compter aussi avec le Koweït et le Qatar. Le premier possède des

ressources importantes et amorce de grands projets ouvrant des opportunités aux entreprises françaises et le deuxième entretient des relations fortes avec la France et investit massivement sur la place française. Dans tous



Au Sultanat d'Oman, Duqm est une destination conseillée pour investir dans l'énergie solaire, l'éolien et les autres sources d'énergies renouvelables.



ces pays, se trouvent souvent les mêmes centres d'intérêts, a-t-il indiqué, comme l'hydrogène, notamment l'hydrogène vert. Le secteur de la santé est un autre secteur commun à l'ensemble de ces pays. Les structures hospitalières, les équipements et la biotech sont devenus prioritaires dans une logique non seulement d'importation mais également de création de richesses locales. Le luxe et l'alimentaire connaissent aussi une embellie, « grâce » à la crise sanitaire. L'importation dans le secteur agroalimentaire n'est plus à l'ordre du jour et la tendance à produire sur place se renforce, avec de nouvelles méthodes de culture et les nouvelles technologies. Toutefois, avant d'arriver à l'autoproduction, les demandes de produits adressées à la France dans ce secteur resteront importantes.

Abordant enfin les secteurs qui différencient ces pays, M. Szabo a cité notamment les secteurs du sport, du loisir et du divertissement, des secteurs dont les niveaux de développement sont différents d'un pays à l'autre. Cette différence est aussi présente en matière de taxes, a-t-il dit. La TVA est à 5 % aux E.A.U. alors qu'elle est à 15 % en Arabie saoudite.

Pour conclure, M. Szabo a rappelé la tenue de l'Exposition universelle à Dubaï qui ouvrira ses portes le 1er octobre prochain, soulignant que le Pavillon « France » représentait un bel outil pour toutes les entreprises françaises afin de nouer des partenariats dans la région.

M. Soleiman Ali a présenté son entreprise spécialisée dans le conseil, partenaire de cette conférence. Fondée en 2015, PSC bénéficie d'une forte expertise pour accompagner et conseiller les entreprises, tout particu-

lièrement dans le domaine du numérique. Par ailleurs, l'entreprise est forte de plusieurs filiales spécialisées dans des secteurs de pointe : la filiale PSH pour le management, la transformation numérique et digitale, PSC France, basée à Paris, pour l'Arabie saoudite, Trusted Partners, spécialisée en matière de solutions de cyber sécurité, ou encore GEO System. M. Soleiman Ali a enfin insisté sur les potentiels que représentent les différents pays de la région, avant de passer la parole à M. Thierry Girard, Directeur commercial de NGE, vice-président de la CCFA.

Ce dernier a présenté le groupe NGE, quatrième entreprise française de BTP, avec 13.000 personnes et un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros. Il se distingue de ses concurrents par le fait qu'il n'est pas coté en bourse, son actionnariat étant composé des salariés et des dirigeants du groupe. NGE est un constructeur d'infrastructures dans divers secteurs : énergie, transports, réseaux d'eau... Spécialiste des projets clés en main, le groupe propose des offres globales incluant l'ingénierie financière et assure souvent, à la fin du projet, la maintenance des installations ou l'exploitation du site. NGE est ainsi présent dans 12 pays, a indiqué M. Girard, notamment au Maroc, en Égypte, en Algérie avec des réalisations diverses qui vont du barrage à la voie ferrée, en passant par des ouvrages d'art et des projets d'assainissement. L'histoire du groupe avec l'Égypte est ancienne, remontant aux années 1980, lorsque NGE a noué des partenariats avec l'entité gérant les chemins de fer égyptiens. Depuis, NGE assure la maintenance de la ligne de la zone d'Alexandrie et ses projets ne cessent de se développer, notamment avec la compagnie du Nil, pour renouveler plus de 280 km de voies ferrées et une participation aux chantiers du métro du Caire. « Nous sommes aussi présents en Arabie saoudite », a confié M. Thierry Girard, à travers la participation à la construction de voies ferrées de fret et la maintenance du métro de Riyad. Par ailleurs, le groupe suit de près les marchés du Koweït et de Bahreïn.

Anne-Claire Legendre, Ambassadrice de France au Koweït, clôture le forum

Clôturent les travaux de ce forum, son Excellence Mme Anne-Claire Legendre, Ambassadrice de France au Koweït, a salué la volonté de la CCFA de rapprocher les communautés d'affaires de la France et du Golfe. Elle a rappelé que la mise en œuvre des « Visions » passe aussi par l'amélioration du cadre des affaires locales, indiquant d'entrée que le Koweït, qui a une ambition de diversification forte de son économie, avait montré la voie en la matière et que la Banque mondiale avait placé l'Emirat parmi les dix pays ayant le plus progressé en 2020 dans ce cadre.

Poursuivant son intervention, Mme Legendre a indiqué que l'année 2020 avait révélé les grandes orientations en matière d'investissements dans lesquels la France et le Koweït avaient fort à faire pour l'avenir. Tout d'abord, la question de la transition énergétique où le Koweït s'est engagé à atteindre 15 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique. Puis, la question de

la sécurité alimentaire, « un sujet qui concerne la totalité de la péninsule avec une forte inquiétude née de la



KDIPA, est l'autorité de promotion de la place du Koweït en tant que destination d'investissements. Depuis sa création, KDIPA compte 50 partenaires avec des investissements de plus de 4 milliards de dollars.



*Son Excellence
 Mme Anne-Claire Legendre*

pandémie » a-t-elle souligné. « Il faut que nos entreprises se mobilisent sur cette question, nous avons une véritable expertise en France à offrir à nos amis en la matière », a-t-elle insisté. Enfin, la sécurité - y compris la cyber sécurité - et la défense, pour la totalité des États du Golfe.

Évoquant, l'Exposition universelle de Dubaï, l'Ambassadrice de France au Koweït a indiqué que c'était l'occasion de faire valoir l'expertise de la France. « J'espère que la French Touch va rayonner à cette occasion dans la totalité des Pays du Golfe » a-t-elle dit.

Dans le cadre bilatéral, Mme Anne-Claire Legendre a indiqué les secteurs à privilégier. D'abord le secteur énergétique, et tout particulièrement les énergies renouvelables où les opportunités ne font qu'émarger, avec

l'organisation prochaine d'un certain nombre de séminaires sur l'hydrogène qui intéresse beaucoup les Koweïtiens. Le secteur de la santé, avec des négociations en cours entre le CHU de Nice et les Koweïtiens pour appuyer la formation et le renforcement des capacités hospitalières koweïtiennes. « Il y a une très forte demande de la part des autorités koweïtiennes pour que nous puissions nous investir davantage à la fois dans le renforcement de leurs capacités médicales et hospitalières mais aussi dans la fourniture de médicaments », a-t-elle remarqué. Concernant les investissements koweïtiens en France, elle a indiqué qu'il y avait là un très fort intérêt de la part des Koweïtiens. « Nos derniers résultats en matière d'investissements directs étrangers ont été salués par nos interlocuteurs koweïtiens », a-t-elle souligné, ajoutant qu'au-delà du Fonds souverain koweïtien, la France souhaitait pouvoir accueillir davantage de « Family Offices », investisseurs majeurs qui commencent à regarder aujourd'hui vers la France. « Nous devons leur réserver le meilleur accueil » a-t-elle dit. Enfin, elle a souligné que l'année 2021 était une année spéciale, marquant le soixantième anniversaire de l'indépendance du Koweït et les soixante ans de la reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Emirat. Cela se traduira de différentes manières, a-t-elle indiqué, avec notamment le rehaussement du dialogue

stratégique entre les deux pays et l'élargissement du champ de ce dialogue pour couvrir des questions d'investissements, de commerce extérieur et des questions sectorielles comme la santé. À cet effet, Mme Anne-Claire Legendre a indiqué que ses services préparaient la visite de M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, qui devrait intervenir à l'automne.

Pour conclure, elle a indiqué qu'elle était à la disposition des entreprises et des interlocuteurs koweïtiens et français pour faire en sorte que les échanges entre la France et le Koweït s'accroissent et a souligné « qu'elle se réjouissait de pouvoir travailler davantage avec la CCFA ».

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce Franco-Arabe

250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris

ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: info@ccfranco-arabe.org

Mme M.

Société :

Prénom :

Nom :

Fonction :

Email :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

« Expo Dubaï 2020 »

Entretien avec M. Erik Linqhier, Commissaire général pour la France à l'Exposition universelle

Après un report d'un an, le compte à rebours est lancé pour l'ouverture de l'Exposition universelle, « Expo Dubaï 2020 » qui se tiendra du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022 aux Emirats arabes unis, autour du thème « Connecter les esprits, Construire le futur ».

Pas moins de 192 nations participent à cette manifestation culturelle, commerciale et technologique organisée par le Bureau International des Expositions tous les cinq ans, pendant six mois. Et près de 25 millions de visiteurs sont attendus à cette Exposition, pour vivre, apprécier et partager les innovations qui préfigurent le monde de demain et promettent des solutions aux plus grands défis de ce siècle commençant.

La Chambre de Commerce Franco Arabe qui avait accueilli dès 2018, M. Erik Linqhier, Commissaire général pour la France à l'Exposition universelle de Dubaï, pour présenter l'approche française à cette manifestation, fait avec lui un point de situation sur l'Expo et le vaisseau amiral de l'Hexagone à ce rendez-vous planétaire qui se déroule pour la première fois sur le sol d'un pays qui entretient avec la France des relations privilégiées, dans une région où le « désir de France » est constamment renouvelé.



CCFA : *M. Linqhier, pouvez-vous nous dire si le Pavillon « France » est fin prêt pour cette prestigieuse manifestation universelle ?*

Erik Linqhier : Je ne vous dirais pas, selon l'expression consacrée « qu'il ne manque pas un bouton de guêtre », mais je peux vous confirmer que globalement nous sommes dans la planification prévue. Concrètement, la construction du pavillon est terminée. Nous sommes dans la phase de montage et des finitions intérieures. L'enjeu pour nous c'est d'être prêt dès le 1er septembre. Cette date peut paraître un peu précocée, mais les organisateurs de l'Expo ont prévu un certain nombre d'événements et de répétitions. Il faut donc être prêt ! Par ailleurs, la journée nationale de la France à cette manifestation aura lieu dès le lendemain de l'ouverture officielle !

CCFA : *Comment se positionne le Pavillon « France » par rapport aux autres Pavillons ?*

E. Linqhier : C'est difficile à dire pour le moment. Aujourd'hui ce que nous voyons sur le site, c'est l'extérieur des pavillons. Nous avons très peu de visibilité sur le contenu même de chacun des pavillons. En tous cas, le site est quasi fini, notamment toute la partie portée par les organisateurs et l'on en voit bien le caractère vivant. Ce qui me frappe, et me rassure en même temps, sur ce site hors norme de 450 hectares avec au moins 250 hectares utiles d'implantation des pavillons, c'est la facilité de circulation. La conception du site, en forme d'étoile autour de la place centrale, fait que l'on n'est jamais très loin les uns des autres, que l'on est, selon les cas, à cinq ou dix minutes de marche de chacun des pavillons. Le site est grand et peut accueillir beaucoup de visiteurs, mais il est facile de circu-

ler d'un pavillon à un autre. Ça, c'est une garantie de succès.

CCFA : *Quelles sont les ambitions de la France à cette exposition universelle ?*

E. Linqhier : Notre ambition est double. D'abord porter une image globale de la France qui soit vecteur d'attractivité. Cette première ambition se fait, bien sûr, à travers l'exposition permanente et les nombreux événements que nous allons organiser sur le pavillon. Elle se fait également à travers des actions de communication. L'idée est de montrer que la France présente une offre attractive, des solutions et des réponses à un ensemble d'objectifs de développement durable. La deuxième ambition, plus pratique et plus concrète, consiste à faire du pavillon « France » un lieu d'accueil pour l'ensemble des acteurs français. Nous avons un beau bâtiment, pratique et opérationnel, dans lequel nous allons organiser beaucoup d'opérations. L'enjeu, pour nous : que chaque entreprise, chaque institution, chaque collectivité locale ou autres entités, puisse y trouver sa place pour porter son message à ses clients, à ses partenaires, à ses interlocuteurs, habituels ou nouveaux. Dans le contexte économique que nous connaissons, et pour aider la relance économique de la France à l'international, nous serons un outil au service de ces acteurs, un outil au service des affaires.

CCFA : *Quels sont les enjeux pour les entreprises françaises présentes à cet Expo ?*

E. Linqhier : Ils sont de plusieurs natures et ils sont liés à plusieurs cercles concentriques. Le premier cercle est régional. Nous attendons des visiteurs originaires des

Emirats arabes unis, d'Arabie saoudite, d'Inde, et d'autres pays proches des Emirats. Les entreprises françaises ont donc la possibilité de toucher ces interlocuteurs clé dans les projets de développement urbains : gouvernements, collectivités locales, opérateurs. Au-delà de ce premier cercle, nous attendons aussi des visiteurs asiatiques qui sont évidemment les premiers concernés par les enjeux des villes intelligentes et durables. Ce sont déjà des clients traditionnels des entre-

Comme nous assurerons aussi une veille constante sur ce qui se passe sur les autres pavillons nationaux pour compléter l'information fournie à l'échelle de l'Expo. Enfin en termes d'événements, beaucoup d'opérations sont en cours de montage, organisées par Business France ou par les Conseils régionaux sur des thématiques spécifiques. Nous serons aussi en contact avec le réseau des Chambres locales qui organise beaucoup d'événements. Dans l'ensemble nous



prises françaises, notamment dans les secteurs de la gestion de l'eau, l'assainissement, le traitement des déchets... L'enjeu est aussi de toucher ces visiteurs-là. Dans ce cadre, la programmation des foires et salons de Dubaï et des Emirats a repris. Elle n'est pas identique à ce qu'elle était avant la pandémie, mais elle s'en rapproche fortement. Il y aura une densité d'événements très forte. Je pense que les commerciaux de toutes nos entreprises sont comme des « chevaux à l'écurie ». Ils veulent sortir ! Ils ont donc un véritable terrain de jeu pour développer nos entreprises en utilisant à la fois cette densité événementielle aux Emirats et la concomitance avec l'Expo.

prévoyons une forte présence de PME. Je l'espère supérieure à celle de Milan, car nous sommes sur un élan pour l'instant très prometteur.

CCFA : L'objectif initial de l'Expo tablait sur 25 millions de visiteurs. On est toujours sur le même objectif ?

E. Linquier : C'est difficile de faire des prévisions aujourd'hui, mais l'objectif demeure le même. Le public professionnel, lui, son objectif va être l'Expo et les salons émiratis. Il a l'habitude d'y aller. L'économie des Emirats dépend aussi très largement du tourisme. Certes il y aura des mesures sanitaires pour « vendre » aux visiteurs un site affichant un « cadre sain », mais les organisateurs n'iront pas jusqu'à exagérer ces mesures sanitaires qui pourraient avoir un impact sur le grand public en particulier. Si les prévisions peuvent paraître volontaristes, elles semblent raisonnables, surtout avec la volonté d'avoir des visites multiples. Cela se traduit par la politique tarifaire, avec un « pass » fait pour susciter l'envie chez les visiteurs de revenir à plusieurs reprises. Ce chiffre de 25 millions demeure donc crédible, mais on verra bien à la fin de l'Expo.

CCFA : Nous sortons d'une période marquée par une crise sanitaire, comment se fait-il que la question de la santé n'ait pas été intégrée dans les thèmes de l'Expo ?

E. Linquier : Si, bien sûr ! En fait, le champ des thématiques de l'Expo a été élargi ! Le cœur du sujet demeure, certes, la ville intelligente, la mobilité, mais aussi l'accès à l'eau, la diversité et d'autres. Concernant le thème de la santé en particulier, nous prévoyons une grande séquence à l'Expo au mois de janvier-février 2022, connectée à cet effet avec le salon Arab Health. Par ailleurs, nous prévoyons sur le pavillon 15 jours consacrés aux enjeux de santé. À cet égard, plusieurs actions sont en cours de préparation en collaboration avec un certain nombre d'acteurs de la santé. Les enjeux de la santé sont devenus un des axes principaux de l'Expo.

CCFA : Parmi nos adhérents, certaines entreprises souhaitent participer à l'Expo, mais elles veulent savoir si leur présence sur le pavillon leur sera profitable en termes d'affaires. Que leur dire ?

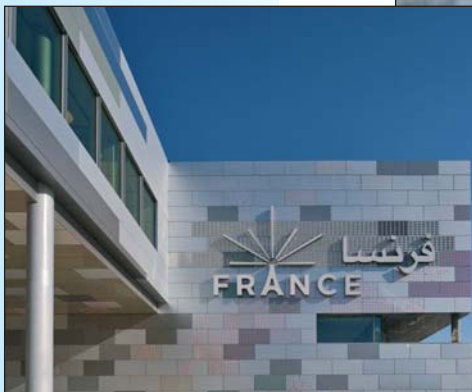
E. Linquier : A l'échelle de l'Expo, nous avons prévu de mettre en place des outils facilitant les contacts pour les entreprises qui n'ont pas la force de frappe des grands groupes. Ainsi une application pour les contacts « B to B » et l'identification des contacts potentiels sera mise en place.

CCFA : Parlez-nous de la vie à l'intérieur du Pavillon « France » durant l'Expo.

E. Linquier : L'enjeu pour nous est de nous adresser d'une façon pertinente aux différents publics du pavillon. Concernant tout d'abord le « grand public », l'enjeu est de l'attirer pour visiter l'exposition permanente et les expositions temporaires organisées sur le Pavillon autour des thèmes du progrès et de la mobilité et dont nous avons largement dévoilé le contenu lors de la présentation avec M. Jean-Yves le Drian.

Pour le public spécialisé, notamment les entreprises, notre programmation sera surtout centrée autour des événements des quinze thématiques. Douze quinzaines correspondant pour l'essentiel aux catégories d'offre de services de nos entreprises à l'international comme la santé, l'éducation, la biodiversité, l'eau... avec un mélange de plusieurs catégories d'événements. La première catégorie, qui ne dépend pas de nous et sur laquelle on va essayer de construire, ce sont les événements organisés par nos partenaires entreprises et institutionnels, nombreux et très actifs. La 2ème catégorie

d'événements, ce sont ceux montés notamment par la Team France Export, pour les entreprises. On s'assurera qu'elles auront alors les moyens de réaliser les opérations de développement qu'elles souhaitent faire et nous allons, dans le même temps, en profiter pour valoriser les filières que ces entreprises représentent, montrer qu'au-delà d'une collection d'entreprises individuelles, nous avons une offre française cohérente. Dernière catégorie d'événements nous sommes sur des événements ad hoc qui vont être organisés par telle ou telle filière, consacrés à des enjeux en lien avec les quinze thématiques.



CCFA : *Thomas Pesquet, l'astronaute français qui commande actuellement la station spatiale internationale et Jessica Préalpato, la meilleure pâtissière au monde en 2019, sont les parrains du Pavillon France, pourquoi ce choix ?*

E. Linquié : Le choix de nos deux parrains est volontaire et assumé. Deux éléments militent en faveur de ce choix. Le premier, c'est la philosophie d'ensemble qui est celle d'attirer le visiteur en s'appuyant sur les points forts de l'image de la France à l'international et d'enrichir cette vision pour montrer qu'au-delà de la haute couture, de la gastronomie et d'autres sujets du patrimoine français, nous avons autre chose à offrir. Que nous avons des acteurs innovants capables d'apporter des solutions concrètes pour atteindre les objectifs d'un développement durable. C'est le mot d'ordre général et de ce point de vue le couple Pesquet - Préalpato représente l'ensemble du travail que nous voulons réaliser.

Le second, c'est le choix du thème spatial, lui-même, qui sera très présent à l'Expo. Tout d'abord, parce que le pays organisateur a des ambitions spatiales très fortes. Ensuite parce que la plupart des nations spatiales vont mettre l'accent sur la nouvelle frontière spatiale. Il aurait été paradoxal du côté français de ne pas mettre en avant cette ambition. Voilà pourquoi une partie du pavillon, portée par le CNES, parlera aussi de toute l'innovation dans le domaine spatial en France.

CCFA : *Pouvez-vous revenir sur la journée nationale de la France organisée le 2 octobre et nous en dire plus ?*

E. Linquié : La journée de la France reste pour notre pavillon un défi logistique et en terme de visibilité une grande chance puisque nous bénéficierons de l'ensemble de la visibilité médiatique de l'ouverture de l'Expo. « Ouvrir le bal » des journées nationales est un moment symbolique fort. Cette journée, qui est un mélange d'une partie officielle protocolaire - et de ce point de vue, on espère la présence du Président de la République - et d'une partie « grand public » doit nous permettre de rendre visible le pays tout entier sur l'ensemble du site de l'Expo. Nous travaillons sur l'organisation de cette journée, sur ces deux axes. Nous essayons de trouver des événements marquants. Nous bénéficierons de

l'effet de curiosité de l'ouverture de l'Expo, à nous de le transformer en effet d'attraction pour notre pavillon.

CCFA : *Cette Expo se déroule dans une région où la France est appréciée et dans un pays qui entretient avec l'Hexagone des relations privilégiées. Est-ce un plus pour le pavillon « France » ?*

E. Linquié : C'est un plus. Mais, c'est aussi un challenge, car nous serons forcément très attendus. En clair, nous tablons sur 30 à 35 % de visiteurs émiriens ou venant des



pays de la zone. Pour ces visiteurs il faut construire une offre, à partir du lien existant entre la France et les pays de la péninsule arabe et les Emirats en particulier. Et, de ce point de vue, nous allons nous servir du pavillon comme un outil de la coopération bilatérale sur le plan économique, culturel et scientifique voire politique ou militaire et faire en sorte que cela soit visible sur le pavillon à la fois pour les visiteurs locaux et vis-à-vis des pays tiers. La France sera très présente, mais d'autres pays le seront aussi ! Il est donc important de planter le drapeau, et de montrer que les Emirats sont un acteur important de la politique française. Ensuite il faut nous servir du pavillon « France » pour provoquer des occasions d'affaires, des contacts entre institutions et porter une image vers le grand public qui montre l'importance de cette relation bilatérale au sens large avec les Emirats et les autres pays de la région.

Cela me fait penser à un autre message important. Nous préparons, en collaboration avec l'OIF, un programme spécifique pour la Journée internationale de la francophonie. Les Emirats sont membres observateurs de l'OIF, beaucoup de pays francophones seront présents et ils sont aussi nombreux dans le périmètre de la CCFA. Alors, c'est une bonne occasion de plus pour les membres de la CCFA de venir sur l'Expo !

CCFA : *Prévoyez-vous dans les semaines qui viennent une communication en France sur l'Expo ?*

E. Linquié : Des campagnes de communication sont prévues à la fois aux Emirats, mais aussi en France et dans le monde de la francophonie en général, de façon à gagner en notoriété et faire de la pédagogie.

Pour plus d'informations sur la programmation et les événements sur le Pavillon France :
<https://www.francedubai2020.com/>

LE DÉFI DE LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE DANS LES PAYS ARABES

Résolument engagé à devenir le grand champion mondial de la transformation écologique, Veolia fait face aux immenses défis environnementaux de la planète. Partout dans le monde, nos collaborateurs œuvrent à changer la donne. Ils imaginent, créent et développent des solutions à impact positif pour lutter contre le changement climatique, les pollutions, l'effondrement de la biodiversité ou la raréfaction des ressources.



“

Au Moyen-Orient comme au Maroc, mes équipes font face à de formidables perspectives d'avenir tant les défis environnementaux des villes et des industries sont immenses.

Philippe Bourdeaux

Directeur Veolia Afrique et Moyen-Orient



”

Au Maroc, au Moyen-Orient, les équipes Veolia relèvent ainsi le défi de la transformation écologique. Exemples à suivre.

Réutiliser les eaux usées au Maroc

Veolia accompagne le Royaume dans sa politique de Développement Durable et son ambition de réutiliser 325 millions de m³ d'eaux usées à l'horizon 2030. A Tanger nous récupérons les eaux usées de la station d'épuration de Boukhalef permettant l'arrosage de 225 hectares de parcs et jardins publics et privés.

Traiter les déchets médicaux au Maroc

Une grande partie des 22 000 tonnes des Déchets Pharmaceutiques et Médicaux produits par les professionnels de santé ne sont pas traités au Maroc. Nous nous sommes donc associés au marocain SOS NDD pour créer VEOS



et dès la fin de l'année notre usine traitera jusqu'à 4 000 tonnes de déchets médicaux, éliminant tout risque microbiologique et rendant ces déchets inertes et sans danger pour l'environnement.

Recycler le plastique PET aux Emirats

Dans cette région du monde où la demande en matières premières explose, nos équipes ont créé les conditions d'un écosystème du recyclage des bouteilles en plastique PET à Abu Dhabi. De la collecte à la valorisation, ce projet participe à un avenir circulaire sur une planète où moins de 10% des déchets plastiques sont recyclés.



Boire la mer en Oman

A l'usine de dessalement de Sur, en Oman, Veolia fait face au défi de la rareté de la ressource en produisant chaque jour plus de 130 000 m³ d'eau potable grâce aux technologies de dessalement les plus innovantes pour alimenter 600 000 habitants de la région de Sharqiyah. Une usine de dessalement écologique qui abritera bientôt 107 000 m² de panneaux solaires produisant 13 MW.

Traiter les déchets dangereux en Arabie Saoudite

C'est un projet phare qui a pour cadre le plus grand complexe pétrochimique du monde Dans la Zone Industrielle de Jubail, notre usine de traitement des déchets dangereux a une capacité de 60 000 tonnes / an et garantit l'envoi de 100% de ses déchets dangereux incinérables.

Plus d'informations :

Direction de la Communication Veolia
Afrique et Moyen-Orient
Tél.: +33 1 85 57 42 15 / +33 1 85 57 75 16
30 rue Madeleine Vionnet 93300 Aubervilliers
www.veolia.com/africa